



L'enjeu d'un franc polytechnique

Ce texte est fondamental pour comprendre la raison d'être de ma candidature.

Il ouvre un domaine de discussion aujourd'hui interdit par les médias et les institutions établies, car il remet en cause les fondements mêmes de leur dérive depuis la fin des années soixante.



La création de l'euro et d'une Banque centrale européenne (BCE) indépendante a desservi l'Europe. Comme je l'avais prévu, l'euro et la BCE ont servi les puissances monétaires et financières au détriment des producteurs et des peuples. L'euro et la BCE ont promu un pillage organisé du travail humain, du patrimoine industriel et de l'avenir des jeunes. C'est pourquoi il faut rétablir des monnaies et des banques nationales, associées dans de grands travaux d'infrastructure – transports à grande vitesse, développement de l'Eurasie, centres de recherche, gestion de l'eau et de l'énergie – dans l'intérêt des entreprises,

des peuples, des jeunes et des générations futures qui en bénéficieront.

Un franc polytechnique et un nouveau mark allemand doivent soutenir ce changement fondamental d'orientation politique, fondé sur une alliance pour le développement entre Etats-nations souverains. C'est à partir de là qu'il faut refonder l'Europe, en recréant un esprit d'entente et de coopération qui se substitue à la logique actuelle de concurrence faussée et de priorité du court terme. Il ne s'agit pas d'un problème technique, mais d'une question de conception du monde, économique, sociale et culturelle.

1. LA FAILLITE DE L'EURO ET DE LA BCE

La faillite économique de l'euro et de la BCE n'est pas due à l'incompétence de ceux qui les ont gérés, mais à leur nature même.

Avec l'euro, nous avons en effet délégué notre pouvoir monétaire à des banquiers centraux représentant les détenteurs d'actifs financiers. En même temps, avec le pacte de stabilité et les conditions du traité de Maastricht, nous avons perdu notre capacité d'intervention budgétaire (déficit limité à 3 % du produit intérieur brut).

Dépossédés de la monnaie et du budget, nous avons ainsi perdu notre souveraineté économique, c'est-à-dire notre souveraineté nationale. Ce qui s'est passé depuis lors montre bien au profit de qui: des créanciers et des rentiers. Pourquoi? Parce que dans le système que nos dirigeants de droite et de gauche ont eu le tort d'accepter, la stabilité monétaire et des taux d'intérêt réels élevés (par rapport à une inflation faible ou quasi nulle) leur ont constamment profité. Qui sont ces créanciers et ces rentiers? Certains intérêts français et européens, mais surtout les puissances financières – l'oligarchie – qui contrôlent la mondialisation actuelle. Celles-ci ont bénéficié de la libération absolue des flux de capitaux, qui leur permet d'investir sur les marchés les plus rentables, dont elles peuvent sortir à tout moment. Elles sont pu ainsi exiger une « rentabilité de l'actionnaire » de 15% par an ou même davantage, incompatible avec toute activité productive à long terme, notamment avec la construction d'infrastructures. C'est pourquoi le plan Delors de grands travaux européens a échoué, bien qu'il ait été trop limité: il n'y a pas d'argent pour le long terme lorsque la priorité est le gain à court terme. Le plan Delors était conçu la tête en bas! Ayant accepté de tomber dans ce piège, que nous est-il resté pour défendre la vie économique de notre pays? Quatre choses qui ont atténué les effets de la situation à court terme tout en l'aggravant à moyen et long terme :

a) une baisse de notre fiscalité en faveur des capitaux financiers et des revenus élevés, pour qu'ils n'aillent pas se placer ailleurs ;

b) une suppression progressive de nos avantages sociaux et une baisse du pouvoir d'achat de nos salaires, pour « demeurer compétitifs »;

c) emprunter pour conserver un minimum d'infrastructure (TGV...), gérer progressivement notre chômage, notre baisse du pouvoir d'achat salarial et la délocalisation de nos productions, tout en promouvant chez nous la création d'emplois de services faiblement rémunérés par un abaissement des charges patronales ;

d) en même temps, comme les autres pays du monde, nous avons artificiellement maintenu notre niveau de vie en achetant au détriment de la main d'oeuvre chinoise dans l'habillement, l'équipement des ménages (TV, ordinateurs, réfrigérateurs...) et certains produits alimentaires. Ceux-ci, de qualité relativement moindre mais d'un prix inférieur, se substituent progressivement aux produits français ou européens. (Plus des deux tiers des produits importés par la

Chine sont incorporés dans les biens qu'elle réexporte, ce qui prouve que nous achetons l'exploitation de sa main d'oeuvre, qui travaille jusqu'à 90 heures par semaine, pour un salaire de 30 à 200 euros et sans contrat de travail ni protection sociale.)

C'est ce système, géré par l'euro et la BCE, qui nous ruine, car il défavorise systématiquement les entrepreneurs, les jeunes et les salariés qui font la croissance, pour pouvoir servir les créanciers et les rentiers. En clair, la BCE et l'euro constituent un système d'usure.

Il ne peut de toutes façons pas continuer ainsi pour au moins cinq raisons essentielles:

a) Les capitaux financiers à la recherche de bas salaires, d'une faible imposition et d'instruments spéculatifs (immobilier, tourisme...) sont d'abord allés se placer en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal, au détriment des salaires et des économies française et allemande. Aujourd'hui, ils désertent les pays européens en faveur des pays de l'Est et des pays asiatiques, avec pour résultat un appauvrissement global de l'économie européenne et mondiale, car ils s'investissent dans des régions sans infrastructure de soutien humaine ou physique (école, hôpital, laboratoire, transports, eau potable, etc.), qu'il ne financeront pas eux-mêmes car ces infrastructures ne sont pas, par nature, rapidement « rentables ».

b) Dans les pays où ces capitaux s'investissent, notamment en Chine, les déséquilibres internes deviennent énormes (intérêts des producteurs agricoles contre intérêts des travailleurs urbanisés) et des conditions de travail inhumaines (mines de charbon, construction d'infrastructures...) ne sont légitimement plus tolérées.

c) Non seulement la réduction du pouvoir d'achat et la baisse des salaires deviennent intolérables en Europe, mais elles ne permettront bientôt plus d'acheter les productions des pays de l'Est et de Chine, dont les prix augmentent fatalement. Une économie de services et la société post-industrielle que nous sommes devenus ne peuvent à moyen terme se suffire à elles-mêmes car elles n'engendrent plus les découvertes améliorant et transformant la nature.

d) Notre infrastructure n'est plus bâtie ni entretenue (par exemple, les voies de chemin de fer inter-régionales, la recherche, l'hôpital...).

e) Notre capacité d'endettement public atteint ses limites pour financer un simple traitement sociale du chômage ou des expédients économiques, même s'ils visent à maintenir notre infrastructure ou l'activité de certains de nos producteurs.

L'Europe, avec l'euro et la BCE, ne peut donc continuer à servir de relais à la mondialisation financière : le système tel qu'il fonctionne n'est plus viable. Deux solutions sont possibles: ou bien de rétablir une logique de développement mutuel, ou bien d'accentuer une logique de pillage, par des moyens militaires contre des pays étrangers ou contre notre propre peuple par des moyens policiers.

Nos banquiers centraux croient peut-être pouvoir être éternels, avec leurs parrains de l'oligarchie financière, s'ils

empêchent le déclenchement de l'inflation et imposent l'austérité sociale par cette politique de plus en plus musclée. Il faut cependant bien voir que l'inflation allemande de 1923 n'a pas été la cause directe de l'avènement du nazisme mais la politique de déflation – en particulier celle du chancelier Brüning, en 1931-1932 – qui s'en est suivie. Alors, la société Friedrich List et l'économiste Wilhelm Lautenbach avaient proposé, pour sortir de la crise, une politique d'investissements publics soutenue par des crédits productifs publics et créatrice d'emplois qualifiés, semblable à celle que Roosevelt put mettre en oeuvre aux Etats-Unis. Ils ne furent pas suivis, avec les conséquences que l'on sait.

2- BANQUE NATIONALE, FRANC POLYTECHNIQUE ET GRANDS TRAVAUX À L'ÉCHELLE DU CONTINENT EURASIATIQUE

Nous avons vu (cf. *nouveau Bretton Woods – Pont terrestre eurasiatique*) que l'absolue priorité est aujourd'hui de faire redémarrer les économies française, européenne et mondiale. Il faut sauver de l'inéluctable effondrement financier des bulles spéculatives (immobilier, produits dérivés, hedge funds, achats-ventes de sociétés...) la substance de nos économies, c'est-à-dire les infrastructures, la production physique de biens, la santé publique, l'éducation, la recherche et l'épargne populaire. Pour cela, il est nécessaire d'organiser l'annulation ou le moratoire des dettes financières qui ne peuvent être remboursée et dont le remboursement stérilise l'activité, et de redonner priorité à l'économie physique, productive, en créant des emplois qualifiés par l'impulsion de grands travaux Ouest-Est et Nord-Sud.

Il faut mener un combat à l'échelle française et européenne pour établir un nouvel ordre financier et monétaire international juste et efficace, qui nous permette de créer des emplois qualifiés et de suivre une vraie politique sociale.

Le mal n'est pas un mal français, comme le montre la situation semblable à la nôtre des autres pays auparavant industrialisés (démantèlement des systèmes de protection sociale, baisse du pouvoir d'achat des salaires et des retraites, destruction des emplois industriels et prolifération d'emplois improductifs dans les services, défaut de maintenance des infrastructures, endettement de l'Etat encore plus rapide aux Etats-Unis que partout ailleurs). Il s'agit, chez nous comme ailleurs, de la conséquence de notre soumission à la loi des marchés financiers. Or le système de l'euro et de la Banque centrale européenne ne peut, en raison des intérêts qu'il sert et qu'il a été créé pour servir (cf. Christine Bierre, « ces Français qui ont ouvert l'Europe aux financiers anglo-américains »), organiser ce sursaut. Ce serait contre sa nature même.

La vérité est que la France s'est soumise depuis 1983 à la mondialisation financière et à sa conséquence, l'austérité sociale, et que si Jacques Chirac a dénoncé avec raison le « sida financier » à la conférence d'Halifax en 1995, il n'a rien fait depuis pour le combattre. « L'Europe », telle qu'elle nous a été vendue, n'a été que la courroie de transmission d'une maladie mondiale. Et si l'euro et la BCE nous ont évité l'inflation, ils l'on fait comme une saignée des médecins de

Molière, au détriment de notre corps économique et de notre vouloir vivre social.

La France doit se battre pour un nouveau Bretton Woods et un Pont terrestre eurasiatique, une politique de grands travaux européens (1000 milliards d'euros par an), de recherche européenne (200 milliards d'euros pour assurer un décollage), d'éducation et de santé publique, qui permette de créer plus de 20 millions d'emplois qualifiés en Europe. Notre part doit être de 1200 millions de francs polytechniques par an (200 milliards d'euros) pour les grands travaux, 40 milliards de francs polytechniques supplémentaires (7 milliards d'euros) pour la recherche, afin de créer 6 millions d'emplois qualifiés.

Utopie? Irréaliste? Irresponsable? Impossible? Alors, c'est le développement économique et la justice sociale qui seraient devenus impossibles, et on devrait accepter la perspective d'une guerre permanente pour le contrôle de ressources limitées, avec une effondrement démographique inéluctable, nous conduisant à une raison d'empire fondée sur des mesures répressives militaires à l'extérieur et policières à l'intérieur. C'est de ce monde sans avenir, celui du « fascisme universel » des néo-conservateurs américains, dont je ne veux pas et dont je suis certain que la majorité des Français ne veulent pas davantage.

Alors, ce que je propose, et qui est la seule alternative cohérente, doit être possible à condition que les Etats-nations et les citoyens qui les composent retrouvent leur raison d'être et renoncent à l'indifférence égoïste de moutons de Panurge qu'on mène à la noyade.

Pour cela, il faut que l'on sorte du piège qu'ont été les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice, du pacte de stabilité, de la Banque centrale européenne et de l'euro. Un compromis politique avec ce système, qui forme un tout cohérent, condamnerait à l'échec.

L'alternative vraie, au sens qu'une alternative est nécessairement unique, est que l'Etat reprenne le contrôle de l'émission de monnaie et de crédit, en l'arrachant aux banques et aux sociétés d'assurance qui l'ont kidnappé et dont le système européen actuel est le parrain.

C'est possible si, étant sortis de la logique de l'euro et de la Banque centrale européenne, l'on institue des banques nationales fondées sur des monnaies nationales gérées par des responsables politiques sous contrôle citoyen. Ces banques nationales doivent s'associer pour créer du crédit productif permettant de financer les grands travaux d'infrastructure, par delà les ressources de l'impôt et de l'emprunt, qui sont aujourd'hui limitées en raison des effets de la politique suivie depuis plus de trente ans, cette politique qui a détruit une partie de notre substance économique.

L'argent, ça se crée, ce n'est pas un miracle qui se produit dans le coffre des banques. L'argent, ça se crée pour des projets utiles, qui transforment la nature et améliorent les hommes, pas pour enrichir des intermédiaires, des créanciers ou des rentiers.

C'est pourquoi je propose une Banque de France qui ne soit plus une banque centrale liée par les interdits malthusiens de l'Europe actuelle mais qui, étayée par l'émission d'un franc polytechnique, participe à une Europe refondée à partir de grands projets et d'une grande ambition sociale.

Le franc polytechnique doit être le symbole de cette politique nouvelle et d'un véritable Etat-nation ainsi ressourcé, assurant le service et le bonheur du plus grand nombre et des générations à naître. Ce franc n'est pas un retour au passé mais un pari sur l'avenir, joué avec les autres pays européens qui voudraient adopter cette politique avec leur propre monnaie. C'est pourquoi l'euro, éliminé comme monnaie commune et instrument des puissances financières, pourra demeurer un instrument pour régler entre pays européens les soldes de nos balances commerciales et financières. Il deviendra ainsi un instrument comptable servant des politiques productives et ne sera plus une arme de destruction économique massive. Il ne s'agit pas ici d'une question technique, mais de la question politique majeure concernant l'avenir de nos sociétés.

Je l'ai appelé « franc polytechnique » car je veux évoquer le combat de ces membres du Comité d'instruction publique de la Révolution qui, par delà l'échec politique de leur entreprise, ont su jeter les bases d'un projet culturel et économique dont l'ambition correspond à celle qui nous est aujourd'hui nécessaire. Ainsi, la Banque d'intervention, prévue alors par Lazare Carnot et ses amis, correspond à ma conception d'une vraie Banque de France.

Il est vrai que la France ne peut agir seule. Cependant, aujourd'hui, la chute des néo-conservateurs américains, portée par nos amis d'outre-Atlantique, en même temps que l'inéluctable effondrement du système monétaire et financier reconnu en privé par une majorité d'économistes et de chefs d'entreprise, nous offrent une occasion de réussir. La laisser passer serait un crime. C'est pourquoi nous devons la saisir.

En proposant que le franc polytechnique s'intègre dans un nouveau Bretton Woods – une nouvelle architecture financière et monétaire internationale vouée au progrès et à la justice sociale – nous en écarterons toute tentation régressive vers un chauvinisme stérile. Reprenant l'émission de monnaie et de crédit entre leurs mains, les Etats doivent revenir à un système de taux de change décidés en commun et stables, interdisant les aventures financières spéculatives. A la dérégulation prédatrice doit se substituer un protectionnisme intelligent de nos productions et de notre travail, dans le cadre de marchés organisés pour l'avantage mutuel des participants. Les banques et les établissements d'assurance, privés de leur privilège, devront, eux, être mis en règlement judiciaire afin qu'ils puissent continuer à fonctionner dans les conditions nouvelles.

C'est ici que mon choix politique, avec des moyens réels, écartant toute illusion, rejoint un choix éthique et moral. Car ce système que je propose, avec un franc polytechnique associé à d'autres monnaies européenne, pour une politique de développement et de justice sociale opposée à la politique actuellement suivie, découle d'une vision optimiste de la vie en société, d'une culture de la vie reposant sur l'avantage et l'éducation mutuels. C'est celle du traité de Westphalie, de l'Edit de Nantes et des politiques de reconstruction de l'après-guerre. Rien n'empêche d'y revenir, si ce n'est notre absence de volonté.

Pour moi, le franc polytechnique incarne précisément cette volonté. Ma candidature vise à catalyser les énergies qui la susciteront.